

Gérard CAUDRON

Maire



Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière

Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie signalisation temporaire)

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu la délibération N° VA DEL2025 134, relative aux droits d'occupation du domaine public pour emprise de travaux;

Vu l'arrêté n°N°25-AV-35466 en date du 20/08/2025

N°25-AV-35760

ARRÊTONS

ARTICLE 1

L'arrêté n°N°25-AV-35466 en date du 20/08/2025 est abrogé.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressé à : Police Municipale, Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille, SDIS, Madame MILLIOU (S.N. BAUFFE SARL) et Direction Interdépartementale de la Police Nationale

1 2 NOV. 2025

Fait à VILLENEUVE D'ASCO. le 06 novembre 2028 Le Maire,

Gérard & AUDRON

Affiché le :

DIFFUSION .

S.N. BAUFFE SARL

Police Municipale

SDIS Direction Interdépartementale de la Police Nationale POLICE NATIONALE

Mairie Hôtel de Ville

Conformement aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal a ministratif compétent, dans un délat de deux mois à compter

Conformement aux auspositions au Cone au justice auminissance, le present aire pour la justice organisme de voit de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dis pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.